M. HAMIDULLAH

LETTRES DE L'INDE

Extrait de la *Revue des Études islamiques*

Année 1948

PARIS
LIBRAIRIE ORIENTALISTE PAUL GEUTHNER
12, Rue Vavin, VIe

1949

LETTRES DE L'INDE

I. — LE MOUVEMENT DES ÉTUDES ISLAMIQUES DANS L'INDE (1940-1945)

Bien que l'Inde n'ait subi les horreurs de la guerre récente que sur sa frontière orientale, et pendant quelque temps seulement, sa vie scientifique ne pouvait qu'être sérieusement affectée par la conflagration générale.

En premier lieu, l'Inde n'étant pas un pays industriel, nous avons manqué de papier de manière très gênante. Les quelques usines qui en fabriquaient devaient céder au gouvernement 60 % de leur production. Ajoutez à cela les intérêts « communalistes », dont le jeu eut pour résultat d'entraver les études islamiques, surtout dans l'Inde dite britannique. Heureusement, juste avant la guerre, une grande papeterie avait été établie à Kâghaznagar (Etat de Hyderabad) : elle fut presque seule à subvenir aux besoins des savants de notre discipline dans l'Inde tout entière.

Par ailleurs, les travaux nécessités par la guerre encombraient les imprimeries, laissant peu de facilités aux demandes purement scientifiques et culturelles. Le manque de main-d'œuvre, de machines, d'encre, etc..., et surtout l'énorme accroissement des frais expliquent aussi une production scientifique diminuée. Les voyages enfin durent être restreints, et par conséquent les réunions savantes raréfiées.

Pourtant, la vie intellectuelle a non seulement continué, mais à certains égards progressé.

Activité religieuse. — On a constaté très nettement pendant la guerre un renouveau d'intérêt pour la religion, et ce dans toute l'Inde musulmane. La fréquentation des mosquées a beaucoup augmenté. L'usage d'instruire

la jeunesse, en dehors des écoles, dans la doctrine du Quran, à l'aide surtout de traductions et explications dans la langue du pays, s'est incroyablement répandu. On en pourra juger par le fait que les exemplaires du Quran accompagnés d'une traduction se sont vendus en plus grand nombre que le texte purement arabe. Plus d'étudiants prennent maintenant l'arabe comme sujet d'étude dans les écoles et les universités. Avant la guerre, la Faculté de théologie de Hyderabad comptait une trentaine d'étudiants. Il y en a trois fois plus aujourd'hui. Les journaux quotidiens, hebdomadaires et mensuels publient maintenant beaucoup plus d'articles sur les questions religieuses. De nouveaux périodiques purement religieux, comme le *Dars al-Qurân*, etc., ont fait leur apparition.

Activité sociale. — Du point de vue sociologique, le mouvement pour le Pâkistân est peut-être le plus important. Aussi longtemps que la question ne se posa pas de participer au gouvernement réel du pays, il n'y eut qu'un seul parti « nationaliste ». Mais avec le développement de la conscience politique et l'extension des institutions démocratiques, la rivalité entre les divers intérêts communaux devait naturellement apparaître. Les Chrétiens sont peu nombreux dans l'Inde. Ce sont les Hindous et les Musulmans qui constituent l'immense majorité de ses habitants.

Le terme « hindou » ne signifie pas la même chose que le mot « indien » ou habitant de l'Inde. Il désigne seulement ceux d'entre ces derniers qui, parmi d'autres caractéristiques, vénèrent la vache (ils vont jusqu'à boire solennellement son urine pour se purifier spirituellement), observent la division de la société en quatre castes, et pratiquent — pour la plupart — l'idolâtrie : en somme les sectateurs du culte brahmanique. Et évidemment les Musulmans, les Parsis, les Sikhs, les Chrétiens, et les autres sections des habitants de l'Inde se sentent injuriés si on les appelle « Hindous ».

Avant l'arrivée des Anglais, c'étaient les Musulmans qui régnaient dans l'Inde depuis 600 ans. Ils ne furent pas battus par les Hindous, mais par les Anglais : on peut facilement comprendre pourquoi ils ne veulent pas être assujettis à la domination des Hindous, qui sera inévitable dans une démocratie à l'anglaise. Au lieu de sentiment de la nationalité commune, ce fut celui de leur individualité qui fut cultivé parmi les deux communautés, en raison des accidents historiques, jusqu'à prendre une tendance agressive de nos jours. On accuse les Musulmans de l'Inde d'intransigeance pour ne pas vouloir se soumettre à la majorité. Mais il ne faut pas retenir à la fois

la démocratie moderne d'une main et la philosophie sociale de Manou de l'autre. Malheureusement, ce ne sont pas les sentiments d'égalité et de fraternité ; c'est un complexe de supériorité qui s'est développé parmi les politiciens hindous. Ils comptent des gens éclairés, mais ceux-ci ont peu de disciples. Un homme de vues aussi libres que Gandhi ne veut pas abandonner — comme il l'a répété en décembre 1945 — sa « Marseillaise », le chant « Vandé Mâtram » dont l'arrière-plan est un roman anti-musulman et dont le contenu est idolâtre. Pendant les quelques mois qu'a duré le premier ministère congressiste des provinces dites Centrales, juste avant la récente guerre, il fut prescrit en quelques localités que les travaux journaliers commenceraient dans les écoles publiques par l'adoration de la déesse Sarasvati. C'est que le Congrès est composé presqu'entièrement d'Hindous. Parmi les 25 professeurs du collège de Droit de l'Université de Calcutta, il n'y avait même pas un seul Musulman à la fin de 1945, bien que Calcutta soit la métropole d'une province où les Musulmans constituent la majorité. Exaspérés par tant de mécomptes, les Musulmans de l'Inde britannique ont peu à peu été conduits à ne plus croire en la nationalité commune, mais à réclamer pour eux-mêmes un foyer dans les provinces où ils forment la majorité des habitants, et ériger celles-ci en Etat indépendant et souverain. Telle est l'idée du Pâkistân. Aux récentes élections pour l'Assemblée Centrale aucun musulman congressiste n'a été élu ; tous les sièges réservés aux Musulmans, de par la Constitution en vigueur, ont été emportés par les Pâkistanistes, représentés par la « Muslim League ».

On peut accuser les Musulmans de l'Inde de n'importe quelle infériorité, mais ils ne sont certainement pas capables d'ériger un temple pour y adorer l'image d'un héros vivant, comme Gandhi, ce qui est actuellement arrivé.

Les institutions scientifiques. — L'Inde ne manque pas d'institutions intéressantes au point de vue islamistique : écoles, bibliothèques, congrès, maison d'édition, journaux, associations économiques, culturelles, politiques et autres. Nous en parlerons d'après les entités géographiques ou politiques.

Bengale. — La plus ancienne des sociétés dont nous ayons à parler est probablement la Société Asiatique du Bengale, fondée en 1784 (originairement plus pour des motifs politiques que pour autre chose) par Sir William Jones, orientaliste illustre, capable de traduire en langues européennes des textes arabes et persans aussi bien que sanscrits. Le siège de la Société se

trouve à Calcutta. Il en existe une branche à Bombay. Au début de janvier 1946 a été célébré le bicentenaire de la naissance de son fondateur. Les journaux trimestriels de ces deux institutions sœurs continuent à paraître et traitent de questions islamiques, autant que le demande l'intérêt qu'y portent leurs membres musulmans qui ne sont que peu nombreux.

La Madrasah 'Aliyah de Calcutta, fondée par Warren Hastings, existe encore à côté des collèges type moderne. La langue d'enseignement y est l'Urdu. Elle constitue une sorte d'université qui oriente et contrôle les examens de centaines d'écoles théologiques dispersées sur toute l'étendue de la province du Bengale. L'arabe et les disciplines islamiques sont les matières obligatoires des programmes ; le persan ou l'anglais les matières à option. Les examens supérieurs s'appellent *Fâdil* (qui correspond au baccalauréat) et *Mumtâz* en *Hadith* ou *Fiqh* (correspondant à la Maîtrise). M. Ziyâul-Haq est le directeur actuel de cette Madrasah historique.

En septembre 1944, a été fondée à Calcutta la Société Iranienne, dont le Dr. M. Ishâq est secrétaire. Il y a encore beaucoup de brahmanes non-musulmans du Bengale qui s'intéressent au persan (sans parler des Parsis). Aussi la Société compte-t-elle parmi ses membres non seulement des Musulmans, mais aussi des Hindous.

Hyderabad. — Parmi les institutions anciennes de Haidarâbâd (ou Hyderabad, à l'anglaise), citons la Madrasah Fakhriyah fondée par un émir, voici plus d'une centaine d'années, où non seulement les sciences religieuses, mais aussi les sciences de la nature étaient enseignées en Urdu. Les plus vieilles traductions d'ouvrages français et anglais faites en Urdu y furent imprimées aussitôt que 1837. Depuis longtemps les éditions fâkhriyah sont suspendues, mais la Madrasah elle-même poursuit lentement son chemin.

Une autre Madrasah, dite Dârul-'uloum, fut fondée en 1856, sur le modèle de la 'Aliyah de Calcutta. Elle est devenue en 1916 l'actuelle Université *Osmania*, sa section islamique prenant le nom de Faculté de Théologie. Pendant la récente guerre, de nouvelles facultés de théologie ont été ouvertes jusque dans les collèges provinciaux de l'Etat de Hyderabad. Originairement, on étudiait dans les institutions de ce genre, outre les littératures anglaise et arabe, les sciences islamiques comme la Quranologie, le Hadith, la dogmatique et le Fiqh ou droit islamique avec toutes ses branches : services religieux, statut personnel, contrats commerciaux, administration de la justice, constitution, droit pénal, droit international, etc. Au cours de la récente guerre, les

études comparatives sont venues s'ajouter à ce programme. C'est ainsi que la jurisprudence moderne est enseignée en parallèle avec l'*Usûl-Fiqh*, l'histoire des Ecritures Saintes avec la Quranologie, l'économie avec les chapitres des *mu'âmalât* du Fiqh, etc.

C'est aussi pendant la guerre que la Faculté de Droit a institué le grade de Maîtrise en droit, et, comme dans les autres facultés, les candidats de ce grade doivent soutenir une thèse. Naturellement le droit musulman est partie intégrante des matières étudiées à la Faculté de Droit. Pour donner une idée de ce qui se fait dans cette ligne, signalons quelques titres de thèses :

1. Principes d'Economie musulmane, 2. Droit des torts causés par négligence (Doctorat en Théologie) ; 3. Histoire de la compilation de l'*Usûl-Fiqh* (Maîtrise en Théologie) ; 4. Influence de la présente (!) guerre sur le droit international, avec référence spéciale aux Etats musulmans (Maîtrise en Droit, 1943).

Parmi les dizaines de thèses présentées par les Maîtres en Droit durant les trois dernières années, plusieurs sont des études comparatives entre les droits musulman, hindou, romain, etc.

La *Dâ'ira* (Oriental Publication Bureau) n'a pas cessé de contribuer à la vie scientifique de l'Université Osmania. Les éditions de manuscrits arabes classiques dépassent maintenant le chiffre de deux cents ouvrages en plus de trois cents tomes. Parmi les dernières publications du Bureau, je mentionnerai le *Kitâb al-Muhabbar* d'Ibn-Habîb (m. 245 H.), d'après l'*unicum* du British Museum. Il y est question de la vie sociale dans l'Arabie antéislamique et dans l'Islam ancien avec de très importantes informations qu'on ne trouve pas ailleurs. La *Dâ'ira* a acquis le manuscrit d'un autre *unicum* du même auteur, le *Kitâb al-Munammaq*, qui traite d'un sujet analogue et constitue un quasi-supplément de l'ouvrage précédent. On va aussi l'éditer bientôt. L'édition du *Kitâb al-Mu'tabar* d'Abul-Barakât al-Baghdâdiy est maintenant complète, en trois volumes : c'est une importante contribution à la philosophie musulmane.

Le Bureau de Traductions et Compilations de l'Université Osmania n'a pas non plus interrompu ses travaux. A noter, entre beaucoup d'autres, la traduction des « Origines du Droit international » d'Ernest Nys, ouvrage français qui traite longuement de la contribution islamique au droit international moderne. Le Bureau a publié pendant la dernière année une cinquantaine d'ouvrages en Urdu.

La Société des Manuscrits Persans a enrichi ses publications de celle

du « *Tchatchnâmé* », l'une des plus anciennes histoires islamiques du Sindh. La question de la première incursion des Arabes dans l'Inde, au temps du Caliphe 'Umar, a été reprise par plusieurs chercheurs durant les dernières années dans les congrès et dans les journaux savants.

L'Ihyâul-Ma'ârif an-Nu'mâniyah, société pour les classiques juridiques de l'école hanafite, bien qu'elle n'ait rien ajouté pendant la guerre à ses six admirables publications antérieures, a préparé l'édition de plusieurs ouvrages, dont l'*Usûl al-Fiqh* d'as-Sarakhsîy, et quelques travaux d'ash-Shaibânîy.

L'Institut Urdu (Idâra Adabîyât Urdu) a été très actif pendant la guerre, Ses publications, qui se chiffrent par centaines, vulgarisent en langue urdue les données des sciences. L'Encyclopédie Urdu, préparée par la même organisation, est sous presse.

La médecine arabe a refleuri à Hyderabad pendant les dernières années. L'Ecole Tibbiyah (médicale) est devenue un grand collège, attaché à un important hôpital. Les réunions mensuelles et annuelles des médecins de cette discipline sont très suivies et témoignent du nouvel esprit qui les anime. Il faut aussi constater que le public leur donne de plus en plus volontiers sa clientèle, de préférence aux praticiens de la médecine européenne.

La Bibliothèque Asafiyah, vieille maintenant de soixante ans, a récemment acquis plusieurs collections de manuscrits arabes et persans. Elle est désormais le plus grand centre de l'Inde pour les manuscrits islamiques. Son directeur actuel a commencé un catalogue descriptif, travail énorme qui durera des années.

L'Académie de Hyderabad a poursuivi sa tâche, et son annuaire a attiré l'attention du monde savant, surtout en Amérique. Il est conçu comme un recueil de mélanges (en anglais ou en Urdu) auquel contribuent les membres de l'Académie, chacun selon sa compétence propre.

Il existe depuis longtemps à Hyderabad une organisation nommée Ittihâdul-Muslimîn, qui, d'après ses statuts, représente toutes les sectes musulmanes du royaume, Chi'ites, Sunnis, Mahdawis, Wahhabites, et même les Ahmadis ou Qâdiyânis. Pendant la guerre s'est fondée une nouvelle société qui mérite d'être signalée: la « Société des Chefs religieux » (Anjuman Pîshwâyân Mazâhib). Ainsi, Mashâ'ikh musulmans, Mahants hindous, Prêtres chrétiens, Dastours parsis s'y rencontrent. Elle est florissante et les rapports de ses membres sont très cordiaux. Mais jusqu'ici elle a fait seulement attention aux activités sociales. Réalisé son projet d'un quotidien, il pourra être aussi quelque chose de scientifique.

Les fraternités soufiques ont aussi leurs propres associations à Hyderabad, mais je ne connais rien de leurs activités littéraires et scientifiques, sinon qu'une bibliothèque centrale de littérature soufique est en projet.

Pendant la guerre, Hyderabad a été le lieu de rendez-vous le plus fréquenté des sociétés scientifiques de l'Inde : All-India Oriental Conference, All-India Law Conference, All-India History Congress, congrès pan-indiens de philosophie, de mathématiques, des sciences, de numismatique, d'ingénieurs, de médecine, etc. Presque tous ces congrès comportaient des sections concernant l'apport musulman à la discipline considérée. Récemment s'est tenue à Hyderabad une grande exposition de culture islamique, qui a connu un succès retentissant. On en eut aussi à Madras, et d'autres sont en projet à Lahore, à Aligarh, etc. Il y en eut aussi dans les provinces de Hyderabad.

La société déjà ancienne « pour le Quran » ('Alamgir Tahrîk Qur'ân) a commencé une nouvelle publication dite « Qur'ân in Every Language », une première édition rassemblait les traductions en vingt-trois langues, dont le sanscrit, du premier chapitre du Livre saint ; la deuxième, à ce que j'apprends, donne le texte en quarante versions (1).

Aligarh. — Sur l'Université musulmane d'Aligarh, il y a peu à dire. Elle vient justement de compléter sa quatre-vingt-dixième année d'existence. Elle ne fut, évidemment, au commencement qu'une petite école. Et l'on va célébrer cet événement avec éclat. La communauté a donné près de dix millions de roupies pour la fondation d'un collège médical, comme un cadeau à son université à l'occasion de ce jubilé. L'université compte maintenant plus de 7.000 étudiants et étudiantes.

La Muslim Educational Conference, filiale de l'université musulmane, a dernièrement fixé ce que sera le programme d'enseignement musulman dans l'Inde d'avenir : elle y donne naturellement beaucoup d'importance à la religion et à la culture islamique. Ce congrès a soixante ans cette année (1946).

Azamgarh. — L'Académie Shibli, plus connue sous le nom de Dârul-Musannifîn, d'A'zamgarh, a poursuivi ses activités, malgré les restrictions imposées par la guerre, sous la direction de Sulaimân Nadwi, auteur connu d'une grande biographie du Prophète, dont le septième tome est en cours de publication. Il y est traité des questions sociales dans l'enseignement de

(1) La 3e éd., en l'an 1947, en 67 langues.

Muhammad. L'Université d'Aligarh a conféré le grade de Docteur es lettres honoris causa à M. Sulaimân Nadwi. L'Académie a aussi publié plusieurs sections d'une nouvelle histoire de l'Islam, composée chacune par un spécialiste. Son journal mensuel, *Ma'ârif*, a paru sans interruption et maintenu son niveau scientifique.

Lahore. — L'Oriental College et l'Islamic College de Lahore fonctionnent comme par le passé. L'Oriental College Magazine (trimestriel) a aussi continué à paraître. Il a édité en ses pages plusieurs manuscrits rares en arabe.

La Société Himâyatul-Islâm est la plus grande institution de charité musulmane au Panjab. Elle entretient des collèges, des écoles, des orphelinats, etc. Son budget se chiffre maintenant chaque année par centaines de milliers de roupies.

La Société Khuddamuddîn est dirigée par un savant sikh, converti à l'Islam. En plus de ses activités sociales, elle a commencé une série de publications sur les besoins actuels des Musulmans de l'Inde : sociaux, politiques, économiques, intellectuels et autres. J'ai sur ma table 8 de ces monographies en anglais. Voici les titres.

1. Islam and Ahmadism, by Sir Muhammad Iqbal.
2. Islam's Solution of the Basic Economic Problems, by M. Hamidullah (de Calcutta).
3. The Qur'anic Origin of Islamic Polity, by Prof. H. K. Sherwani.
4. Qur'anic Conception of National Solidarity and International Peace, by K. A. Waheed.
5. The Preaching of Islam, by Sir T. W. Arnold (adaptation).
6. The Spirit of Islamic Culture, by K. A. Waheed.
7. Islamic Background of Modern Science, by K. A. Waheed.
8. The Secret of the Inviolable rule of the Five Prayers, anonymous.

Titres annoncés, à suivre :

1. Concept of Society in Islam, by Dr S. A. Latif.
2. Quranic Conception of State, by Dr. M. Hamidullah.
3. Administration of Justice in early Islam, by the Same.

La maison d'édition de Shaikh Muhammad Ashraf de Lahore, qui est spécialisée dans les publications islamiques en anglais, est passée première en ce genre pour toute l'Inde : les thèses de doctorat des étudiants indiens en Angleterre lui fournissent une matière inépuisable.

Les congrès bisannuels de l'Idâra Ma'ârif Islamiyah et la Muslim History

Conference ont leur centre à Lahore, mais leur fonctionnement laisse à désirer.

A Pathânkôt, près de Lahore, s'est établie, sous le nom de Dârulislâm une colonie de formation de la jeunesse musulmane pour une sorte de « service religieux ». Le thème général en est le retour à l'Islam originel. Son organe, un journal mensuel en Urdu, possède une réputation considérable.

Bombay. — L'Islamic Research Association de Bombay est surtout spécialisée dans les études ismâ'îliennes, et elle va bientôt célébrer le 15e anniversaire de sa fondation. Pendant la guerre, elle a publié un travail de M. Ivanow sur l'histoire des Fâtimides en Egypte.

Dehli. — Bien que capitale du gouvernement britannique dans l'Inde, Delhi, — localement Dehli, — n'offre pas grand'chose à mentionner, à l'exception, peut-être, de la Jâmi'ah Milliyah. Cette université privée a fait porter son principal effort sur les enseignements primaire et secondaire, en sorte que les études universitaires n'y ont pas acquis un développement proportionné. Néanmoins, ses filiales, telles l'Académie Urdu, la Maktabah Jami'ah, etc., rendent d'énormes services à la littérature sérieuse en Urdu. Malgré la guerre, elles ont publié plusieurs beaux ouvrages : sur l'administration du temps du Prophète, etc.

La Société pour la Propagation de l'Urdu (Anjuman Taraqqi Urdu) est toujours entretenue par Hyderabad, mais son siège a été transféré à Dehli maintenant. Outre des travaux sur l'histoire de la littérature urdue, elle publie deux périodiques, l'un trimestriel, l'autre bimensuel. Elle a des branches dans toutes les parties de l'Inde. Elle veut fonder une Université Urdue dans l'Inde britannique. La décision a été prise, il y a quelques années, de faire de l'hindustani, écrit en caractères latins, la langue d'enseignement à l'Université de Lucknow. Elle va être mise en pratique en 1946. Il est probable qu'Aligarh, Dehli et Agra substitueront à l'anglais l'urdu ou hindustani, comme moyen d'enseignement universitaire, Bénarès gardant le hindi. La rivalité entre les écritures arabe et dévanâgari pour la langue commune de l'Inde est aussi difficile à surmonter que le différend hindou-musulman sur le plan politique. A l'Université Osmania de Hyderabad, les étudiants de littérature urdue doivent apprendre les deux écritures à la fois ; mais les difficultés essentielles et pratiques ne sont pas ainsi résolues.

Je voudrais encore parler d'une nouvelle société, la Nadwatul-Musannifîn, siégeant à Delhi. Elle se consacre aux études islamiques. Outre sa revue mensuelle *al-Burhân*, elle édite de savants ouvrages qui lui valent

une solide réputation d'institution sérieuse. Parmi ses récentes publications sont à signaler deux volumes sur « L'Histoire et l'avenir de l'éducation musulmane dans l'Inde », par le Prof. Manâzir Ahsan Gîlâni de Hyderabad.

Dâbhêl. — La petite ville de Dâbhêl, au Gujrât, dans l'ouest de l'Inde, possède une très belle bibliothèque de manuscrits arabes. Depuis quelques années, un Majlis 'Ilmîy (académie) y réalise un vaste programme de publications islamiques : une vingtaine d'ouvrages ont déjà paru, dont une nouvelle et très belle édition du « Nasab ar-râyah fi Ahâdîth al-Hidâyah ».

Sindh. — Au Sindh, l'un des plus anciens centres islamiques de l'Inde, nous sommes en droit d'espérer plus de l'avenir que ne le laisserait supposer le passé récent durant lequel il fit partie de la province hindoue de Bombay. On projette d'y ériger une Université où l'arabe serait la langue d'enseignement. Les traditions arabes y sont encore fortes, et il y a seulement une cinquantaine d'années que la langue des gens policés du pays, même non-musulmans, était l'arabe.

Tendances récentes.

« Les Musulmans constituent une entité à part ; leur héritage culturel est meilleur que celui des autres ; leur sort présent est le résultat de leur négligence à suivre leur propre principe de vie ; il faut chercher la cause de leur gloire ancienne en ce qu'ils pratiquaient la loi quranique, et pas ailleurs » : telles sont les conceptions aujourd'hui régnantes parmi les Musulmans de l'Inde entière.

C'est dans cet esprit qu'ont été organisées les expositions de culture islamique dont j'ai déjà parlé. Avant la guerre on lisait le Quran, mais comme une source de bénéfice spirituel sans valeur pratique, et sans en comprendre le texte, rédigé dans une langue étrangère, l'arabe. Maintenant on peut voir partout enfants et personnes âgées étudiant le Livre Saint avec l'aide d'une traduction.

Anciennement on célébrait le jour de la naissance du Prophète seulement en chantant des poèmes arabes ou persans, et beaucoup de gens dormaient à l'audition de ces panégyriques. Maintenant ce sont des discours qui sont à leur intention, dans lesquels sont expliqués les actes du Prophète, ses conquêtes, sa manière d'administrer, les réformes morales qu'il avait introduites. La jeunesse est plus attirée. Elle prend part aux compétitions dotées de prix

sur les différents thèmes ou aspects de la vie du Prophète. En plusieurs endroits, j'ai vu ces prix décernés à des non-Musulmans et non-Musulmanes aussi, et ceux-ci concourent avec enthousiasme. Pendant la guerre, on a même pu ouvrir à Hyderabad une exposition uniquement sur la vie du Prophète.

Parmi les innovations du même ordre, on peut encore signaler la célébration annuelle du jour de la conquête de la Mecque par le Prophète en l'an 8 de l'hégire. Cette fête a eu lieu pour la première fois à l'occasion du 1350e anniversaire de l'événement, en 1358 H.

L'Inde a célébré aussi le centenaire de la naissance de Djamâluddîn Afghâni, qui jouit d'une immense réputation dans tout le pays. Le transfert de son corps d'Istanbul à Kâbul vià l'Inde fut salué avec enthousiasme. La jeunesse islamique n'aimait point que le tombeau de son héros fût conservé par la charité d'un Américain non-musulman.

Typographie et Orthographie. — L'écriture arabe, bien que très artistique, présente beaucoup de difficultés pour la technique typographique. L'usage du type fractionnaire, l'insuffisance des points diacritiques et l'adaptation de l'écriture arabe aux différentes langues indiennes, autant de problèmes qui demandent ici quelque considération.

Le Prof. Sajjâd Mirza, de Hyderabad, a mis au point un type à corps plein pour l'écriture arabe, et le clavier en est réduit presque aux mêmes dimensions que celui dont on se sert pour l'alphabet latin. Lorsque la situation industrielle deviendra plus normale, avec la fin de l'état de guerre, on pourra en assurer la production en série pour l'usage commercial. On l'emploie déjà dans quelques imprimeries.

On sait que les points diacritiques arabes ne suffisent pas à la vocalisation des noms non-arabes. Sur ce point, Hyderabad a élaboré un système simple, pratique et scientifique. On peut maintenant transcrire le français et toutes les autres langues européennes avec une exactitude tolérable. Le nouveau système a été mis en pratique dans plusieurs ouvrages scientifiques récemment publiés. Il faut rappeler ici que les Persans avaient déjà quelques caractères complémentaires à l'alphabet arabe. Les besoins de l'urdu sont encore plus étendus, et tout en conservant l'ensemble des caractères arabes et persans, il a fallu en ajouter d'autres en urdu, ce qui est en usage depuis au moins une centaine d'années. Il s'agit là des consonnes. La réforme des points diacritiques est tout à fait récente. Pour les détails du système de transcription et des nouveaux signes diacritiques proposés par l'Université Osmania,

on peut se référer à l'*Islamic Culture*, Hyderabad, oct. 1940, pp. 487-489.

L'Inde musulmane est restée longtemps à l'arrière-plan de la vie sociale et culturelle du pays, pour des raisons qui ne doivent pas nous occuper pour le moment. Telle est peut-être l'explication de la désuétude où est tombé l'alphabet arabe en ce qui concerne la transcription du bengali, et du monopole acquis dans les dernières années par l'écriture locale issue de la dévanâgari, même parmi les Musulmans du Bengale ; et cela malgré le fait que la plupart de ceux qui le parlent sont Musulmans orthodoxes et religieux. Ceux du Gujrât, du Malabâr et du pays tamoul, dans le sud de l'Inde, n'ont pourtant jamais cessé complètement de transcrire leurs langues indigènes en caractères arabes : mais on pouvait constater chez eux aussi le progrès des caractères indiens. Pourtant, avec la renaissance de l'Islam dans l'Inde, la tendance est manifeste à faire revivre partout l'alphabet arabe. Au Bengale, on a commencé la publication d'un journal en « nouveaux » caractères (arabes). La tension actuelle entre Hindous et Musulmans sera peut-être de nature à stimuler ce mouvement.

Notons qu'il y a certaines divergences de valeur dans l'usage des caractères arabes appliqués aux différentes langues de l'Inde, surtout en ce qui concerne les caractères additionnels pour représenter les sons qui n'existent pas en arabe ; mais ces différences ne sont pas aussi graves, à tout prendre, que dans le cas de l'alphabet latin appliqué aux diverses langues européennes. Déjà la préoccupation se fait jour de ramener ces discordances à l'uniformité, mais la tâche n'est peut-être pas très facile.

Système métrique décimal. — Voici maintenant six ans ou plus, que les théologiens eux-mêmes ont inauguré à Hyderabad une campagne en faveur du système décimal pour les monnaies, poids et mesures. Ils tirent argument de ce que, au temps du Prophète, les monnaies étaient décimales, le dînar d'or valant dix dirham d'argent. Le gouvernement de Hyderabad a donné son agrément de principe à la suggestion. Remarquons que, par une initiative indépendante, le gouvernement de l'Inde britannique a déposé un projet de loi dans le même sens, devant l'Assemblée Législative Centrale. Mais Gandhi s'y est opposé.

Journalisme islamique. — Les Musulmans de l'Inde ne font pas très grande figure dans le monde journalistique. Néanmoins, pendant la période considérée, leur activité en ce domaine ne laisse pas d'être appréciable. Le nouveau quotidien *Mîzan* de Hyderabad paraît simultanément en trois

langues : urdu, télégu, anglais. Le *Dawn*, quotidien anglais de Delhi, organe de la Muslim League, est aussi lu que les meilleurs journaux anglais dans l'Inde. Mais aucun quotidien, qu'il soit musulman ou non-musulman, n'a jusqu'à ce jour atteint le tirage de cent mille. Signalons encore le « Journal des Licenciés Universitaires » (Majalla Tailasâniyîn), qui paraît trimestriellement en urdu à Hyderabad. Il réserve une partie, la plus grande partie, de ses colonnes à la publication des thèses de maîtrise et de doctorat. Plus d'une vingtaine d'ouvrages ont ainsi paru, parmi lesquels la traduction des Statuts de l'Organisation des Nations Unies et de la Cour Internationale de Justice, et ce dès l'apposition des signatures à San Francisco.

On me pardonnera de parler beaucoup de Hyderabad. Dans un pays aussi vaste que l'Inde, il n'est pas possible à l'habitant d'une ville quelconque d'être au courant de ce qui se passe dans toutes les parties du territoire, surtout en l'absence de réelle unité politique : car malgré les apparences de la domination anglaise, il subsiste dans l'Inde six cents Etats, doués à des degrés variables d'autonomie et individualité, et séparés par des barrières douanières, des monnaies, des postes, des juridictions, et surtout des langues différentes. L'autre argument est que Hyderabad est le plus grand centre islamique, dans tous les sens, dans l'Inde.

CONCEPTIONS ÉCONOMIQUES. — Il sera peut-être intéressant de donner quelques indications sur les idées qui prévalent chez les Musulmans de l'Inde en matière d'économie. Il est bien connu que l'intérêt est interdit par l'Islam. Parmi ceux de ces adeptes indiens qui possèdent des capitaux en numéraire, un assez grand nombre n'acceptent pas l'intérêt que leur versent les banques où ils sont obligés de déposer leur argent par mesure de sécurité. Il en résulte que des fonds considérables restent chaque année sans propriétaires dans les caisses des banques. La pratique de quelques-unes d'entre elles est de les donner aux missionnaires chrétiens. Peu à peu, les Musulmans sont venus à s'en émouvoir. Le gouvernement de l'Inde britannique a récemment accepté en principe de reconnaître une institution charitable musulmane comme bénéficiaire légale de ces sommes. On a proposé de les attribuer à une institution d'enseignement pour la jeunesse islamique.

Les Musulmans ne sont pas plus autorisés à verser de l'intérêt qu'à en recevoir. Et la difficulté est ici plus grande. Dans les temps classiques, à l'époque des califes orthodoxes, c'était le gouvernement qui prêtait sans intérêt. Avec la disparition du *Baitulmâl*, l'endettement des Musulmans

a pris de graves proportions et, malgré leur répugnance, force leur est bien de payer intérêt aux banquiers non musulmans. Voici une soixantaine d'années qu'a été créée à Hyderabad une société privée de prêt sans intérêt, sur le principe mutualiste, ou coopérativiste, comme on dit aujourd'hui dans l'Inde. Plus tard sont venues les sociétés coopératives de type européen, qui ont pris un développement considérable, même parmi les sociétés prêtant sans intérêt. Telle d'entre elles chiffre maintenant ses opérations annuelles par centaines de milliers de roupies. Le système de prêt sans intérêt, simple et pratique, s'est étendu à Madras aussi au cours des dernières années, et l'on s'y intéresse dans toutes les parties de l'Inde où l'on a entendu parler de cette innovation de coopérativisme hydérabadien.

L'assurance répugne aussi aux sentiments musulmans, à cause de l'élément de jeu qu'elle comporte. Le gouvernement de Hyderabad examine en ce moment un projet d'assurance par mutualité, de nature plutôt charitable que commerciale. On s'y est inspiré du système des *Ma'âqil*, en honneur au temps du Prophète et des jurisconsultes classiques, tel l'auteur du *Hidâyah*. Il est déjà en pratique, depuis longtemps, dans la chevalerie arabe de l'armée de Hyderabad, pour assurance des chevaux.

La France et Hyderabad. — Je voudrais conclure cette brève description de l'Inde scientifique pendant la guerre par quelques mots sur les rapports franco-hydérabadiens. Les rapports de Hyderabad avec la France datent de très bonne heure : de la Compagnie des Indes Orientales françaises. Déjà en 1837 on publiait à Hyderabad des traductions des ouvrages savants français en urdu. Depuis que les accidents historiques ont rompu les rapports politiques entre les deux pays, la France n'a malheureusement jamais cherché contact même sur le plan intellectuel et scientifique. Il nous fallut presque une centaine d'années pour agir nous-mêmes et créer une liaison nécessaire par l'envoi d'étudiants à la Sorbonne. Je suis heureux de constater que le nouvel attaché culturel au consulat général de France à Calcutta a trouvé Hyderabad assez intéressante et assez importante pour lui faire une visite en novembre 1945. Je reproduirai ici ce que le quotidien urdu *Rahbar* a dit de lui :

« Hyderabad, le 11 Dai (15 nov. 1945). M. et Madame Olivier Lacombe se trouvent ces jours-ci à Hyderabad comme hôtes gouvernementaux. Votre correspondant spécial leur a fait aujourd'hui visite, et voici la conversation qui s'est passée.

« Question : Quelles sont vos impressions générales sur l'Université Osmania ?

« Réponse : Elle est la meilleure université dans l'Inde, et démontre que Hyderabad est un pays progressif et self-respecting. Dans une atmosphère calme et ravisssante, des professeurs capables instruisent les étudiants remplis d'enthousiasme pour les convertir en constructeurs de la future Hyderabad. Mais posez-moi des questions plus particulières.

« Q. : Pour la sauvegarde de notre culture, nous avons rendu le voile obligatoire aux étudiantes. L'éducation n'est pas mixte. Mais dans les plus hautes classes de l'université il y a des *maqsûras* (sorte de loges dans une grande salle) toutes réservées aux filles. Qu'en pensez-vous ?

« R. : La sauvegarde de la culture est très importante, et chaque peuple doit estimer sa propre culture. Malgré la seclusion (*purda*), je vois que la voie par laquelle la haute éducation est disséminée parmi les jeunes filles est très remarquable et réussie. Rompre les restrictions sociales ne peut être utile ; au contraire, cela peut même créer de nouvelles difficultés.

« Q. : Dans nos écoles et collèges, la théologie est obligatoire pour les étudiants musulmans, et l'éthique pour les non-musulmans. Qu'est-ce que vous en pensez ?

« R. : Certainement elle doit être obligatoire dans les écoles. Sans cela, la culture nationale sera privée de base morale et sera colorée par le matérialisme. Mais il appartient aux professeurs d'y prêter intérêt et attention pour les étudiants de collèges.

« Q. : Il y a une faculté de théologie dans notre université, où les sciences modernes et langues occidentales sont obligatoires aux étudiants à côté des sciences religieuses. Est-ce que ce sera de quelque utilité ?

« R. : La connaissance des sciences modernes et langues européennes sera certainement très utile aux *uléma* et sera aussi de portée lointaine. Si on y prête attention, cette faculté pourrait être une liaison entre l'antiquité et la modernité, et un moyen de sauver la nation des extrêmes.

« Q. : Quelle langue européenne est la plus riche au point de vue scientifique ? En vue du fait que l'anglais est obligatoire dans l'Université Osmania, ne croyez-vous pas que notre Bureau de Traductions et Compilations fera mieux de traduire seulement des langues que les étudiants ne connaissent point ?

« R. : Français, anglais et allemand sont les langues les plus riches au point de vue scientifique. Le russe, l'italien et l'espagnol les suivent. La

traduction directe est toujours préférable. D'après mon expérience, la traduction par un intermédiaire fait beaucoup de différence.

« Q. : Il y a des Instituts français dans plusieurs pays. Qu'est-ce qu'ils signifient ?

« R. : A Paris, il y a un Institut central, où fonctionnent les différentes branches des sciences et arts tout indépendamment. Il a des filiales à l'étranger, comme au Caire, à Damas, à Rome, à Londres, à New-York, à Tokio, etc. L'objet en est de servir les sciences et les beaux-arts ; de faire connaître au monde les services scientifiques et méthodes de recherches français. Il est sous considération d'établir une telle branche dans l'Inde aussi, dans quelque endroit central, avec des ramifications, si nécessaires, dans d'autres villes.

« Q. : C'est à cause du manque de facilités pour apprendre la langue française à Hyderabad que nos étudiants sont obligés d'aller seulement en Angleterre ou Amérique. Comment résoudre cette difficulté ?

« R. : Je suis très heureux de savoir qu'il y a un très grand intérêt à Hyderabad pour apprendre la langue française. Si on pouvait en donner leçons gratuitement et hors des heures d'école, il sera certainement très utile. Je prendrais la question dans ma considération sérieuse.

« Q. : Le roi Nizâm avait octroyé Pondichéry, Karikal, etc., à la Compagnie des Indes Orientales françaises comme un don conditionnel, et il avait été stipulé que les revenus en seront dépensés pour lever une force militaire française toujours prête à venir en aide au Nizâm. Le contrat n'a jamais été annulé. Qu'est-ce que vous en pensez ?

« R. : Je ne suis pas un homme de droit. En droit c'est peut-être comme vous le dites. Mais dans les conditions changées du monde, l'exécution en est très difficile. Je ne commente aucunement, mais je ne suis pas opposé d'accepter les responsabilités s'il y en a à la France. »

Dans les jours subséquents, j'ai eu de longues conversations sur la question pénultième, à savoir, ouvrir une école à Hyderabad pour la langue française et organiser une Société pour la Collaboration intellectuelle et scientifique franco-hydérabadienne. Il a certainement, à mon avis, un grand avenir. Il ne faudra qu'envoyer seulement deux ou trois jeunes gens français, qui connaissent au moins l'anglais, à Hyderabad, et les résultats en bénéficieront aux deux pays.

Avec mes hommages très respectueux aux collègues de l'Institut des Etudes Islamiques à Paris, de la part de leur confrère à Hyderabad.

II. — LES TENDANCES DE L'ÉDUCATION DANS L'INDE AVANT LA GUERRE

Feu Lord Macauley fut le fondateur du système actuel d'enseignement dans l'Inde britannique et dans la majeure partie de l'Inde « indien », c'est-à-dire dans les principautés des Nawabs (Musulmans) et des Maharadjas (Sikhs et Hindous) (1).

Le but de ce système d'enseignement — cela a été déclaré ouvertement — fut de transformer la mentalité des Indiens et leur faire considérer comme siens les héros de culture anglaise. Il est déplorable de constater que l'enseignement a toujours été donné au moyen de la seule langue anglaise, et que ce mode arbitraire persiste encore de nos jours en bien des points de l'Inde.

Les évolutions politiques et les réformes constitutionnelles ont grandement aidé les patriotes et les penseurs indigènes à réaliser leur point de vue modificateur. D'autres causes, également, les ont secondés dans leur œuvre, tel, par exemple, le fait de l'enseignement public excluant l'éducation industrielle. En conséquence de cette lacune, les jeunes gens, au sortir des écoles, n'avaient que des aptitudes strictement limitées. Le chômage des intellectuels, qui en résultait, constituait un grave danger social. Les syllabes, en rejetant toute forme d'enseignement religieux, n'accordaient aucune attention à la culture locale ou aux besoins économiques du pays.

Au début du xxe siècle, une Commission se constitua pour établir quelques réformes éducatives ; mais ceci ne donna point de résultats appréciables. Au cours de la guerre mondiale, qui accentua la crise, une nouvelle Commission se forma, la « Calcutta University Commission », qui parvint à introduire diverses réformes dans l'éducation universitaire, réformes dont l'Université de Jahângîrnagar-Dacca fut destinée à servir de modèle. Toutefois, les syllabes furent très peu transformées.

Deux importants facteurs sont à la base de la modification de la politique : d'abord le transfert partiel du pouvoir aux mains des indigènes dans l'Inde britannique ; ensuite, les expériences indépendantes de l'Inde indienne, principalement de Hyderabad.

(1) L'appellation d' « hindou » improprement appliquée en France et en Amérique est de nature à froisser les habitants de l'Inde non hindous, tels que les Musulmans, les chrétiens, les Sikhs, les Jainas, les Ligayats, etc. ; le titre « Hindou » est exclusif aux habitants brahmaniques de l'Inde, alors qu'il convient de désigner « Hindustani » ou « Indien » tous autres habitants de l'Inde.

Il convient de dire que le royaume indépendant de Hyderabad, à peine dégagé des difficultés d'ordre économique et budgétaire qui existaient depuis plusieurs générations, prit l'initiative, et cela pendant la guerre de 1914, de fonder l' « Osmania University », pour commémorer l'ascension au trône du président Nizam. Dans cette Université, aux tendances modernes, la langue nationale de l'Inde est employée comme moyen d'enseignement, pour l'intégralité des études et au même titre dans les écoles. L'enseignement se trouve donc facilité dans quelque classe que ce soit, tant dans les départements de recherches que dans les Facultés de lettres, de sciences, de droit, de médecine, de théologie islamique, de l'art d'ingénieur, etc. Le *Bureau de Traductions et de Compilations* procura très rapidement les livres nécessaires à l'enseignement. Des termes scientifiques nouveaux ont été mis à l'usage. L'expérience de 20 années a fait taire les sceptiques devant le résultat acquis.

Il y a peu de temps, on me signalait une lacune. Comment se fait-il qu'un pays agricole comme Hyderabad n'ait pas pourvu son Université d'une faculté d'agriculture ? On ne peut, en effet, que trouver cela regrettable et l'on va aviser.

C'est à Hyderabad que revient l'honneur de l'initiative d'une réforme radicale dans le système d'enseignement public, en créant l'éducation professionnelle ou industrielle dans toutes les écoles. Grâce à cette innovation, les étudiants peuvent librement choisir leur future profession et se spécialiser. Il faut compter encore 7 années pour recueillir les premiers effets de cette heureuse disposition.

Il en va tout autrement en ce qui concerne l'Inde britannique, où les intérêts du Gouvernement et ceux du peuple se trouvent souvent en contradiction. Mais dès le transfert du ministère de l'Enseignement public aux membres élus de la législature indienne, beaucoup d'améliorations ont été apportées sur les conditions de l'éducation. Après plus d'un siècle du gouvernement anglais, le nombre des indigènes sachant lire et écrire ne dépassait pas 10 % de la population totale. Les provinces de l'Inde britannique, ne disposant pas, comme Hyderabad, de ressources financières, n'ont pu effectuer, touchant l'enseignement, de réformes, même les plus urgentes, tel par exemple le changement de langue. Le succès de l'Osmania Université a eu maintenant sa répercussion un peu partout.

Devant les fâcheuses conséquences du chômage des intellectuels, la *Sapru Committee*, nommée par le Gouvernement britannique, a recommandé l'instauration rapide de l'enseignement professionnel.

La nouvelle Constitution de l'Inde britannique de 1935 a reconnu l'autonomie des provinces. Il est regrettable que la pénurie d'argent entrave les projets de salutaires réformes. Les ressources sont pour la plupart absorbées par les frais d'installation militaire anglaise.

Le fameux « Wardha Plan » suggéré par M. Gandhi a pour but essentiel de faire de l'éducation « soi-soutenant » (self-supporting) en ce qui concerne les finances, au moyen des produits industriels des élèves.

Le plan « indien » de Wardha a été admis par le Gouvernement britannique ; un *Central Board of Education*, où les représentants de l'Inde constituent la majorité, a été élaboré dans le but de réduire à néant le nombre des illettrés parmi les masses, cela en moins de dix années. Le plan de Wardha, tel que M. Gandhi l'avait conçu, n'était applicable qu'après un remaniement profond. Son but est le retour à la charrue, à la quenouille et à l'industrie sans machines. Mais c'est surtout son absence d'esprit culturel qui l'a fait purement rejeter par les Musulmans. Aucune place, dans ce plan, n'est faite à l'enseignement religieux. Les Musulmans considèrent cette grave lacune comme délibérément hostile à leur religion.

Dans les villages et les provinces centrales, on a pu, à la faveur de ce plan, exiger d'élèves indifférents en matière religieuse qu'ils commencent leurs études journalières par l'adoration de l'idole Saraswati (Voir « An open letter addressed to Mahatma Gandhi » par le secrétaire d'All-India Anjuman-e-Taraqqi-e-Urdu, p. 8). Pis encore : cette année, les élèves d'une école de Madras ont été contraints, le jour anniversaire de la naissance de Gandhi, d'adorer le portrait du même Gandhi ! De telles pratiques sont intolérables aux Musulmans et sont de nature à aggraver les différends existant entre Hindous et Musulmans. Il est grandement à déplorer que les méthodes du gouvernement des ministères de *Congrès* ne facilitent aucun rapprochement entre ces deux grandes communautés de l'Inde.



La qualité de la culture d'un pays est en raison directe de la durée de ses institutions. En vertu de ce principe, je me permets de me référer à quelques institutions culturelles de l'Inde islamique.

Il y a un demi-siècle que fonctionne à Hyderabad la Dâ'iratul Ma'ârif. Il y a quelque temps, à l'occasion de la présence d'une députation d'al Azhar (Egypte), il y a été célébré le Congrès des Etudes islamiques. Plus tard,

un Congrès plus vaste a eu lieu, auquel ont pris part les délégués des Universités de Calcutta, Dacca, Delhi, Aligarh, Panjab, Bombay, de l'Académie de Azamgarh (Darul Musannifin) et de l'Etat de Râmpûr et de nombreux savants représentants de diverses institutions locales.

S. E. Akbar Hydari, premier ministre de Hyderabad, a inauguré le Congrès des Etudes arabes et islamiques par un message du « Sultân al-'Ulûm » (prince des sciences), souverain de Hyderabad. Souhaitant la bienvenue aux délégués étrangers et soulignant l'importance des études arabes, le roi exprima toute la satisfaction qu'il éprouvait en présence de la réputation mondiale de la Dâ'ira, l'assurant de son intérêt personnel et formulant l'espoir du développement toujours accru de cette admirable institution.

Le ministre de l'Enseignement public Mahdi Yâr Jang présidait la deuxième séance au cours de laquelle MM. Sulaïman Nadwi (Dârulmusannifin, A'zamgarh), le Professeur Maiman (Aligarh) ont chacun prononcé un discours. M. Sulaïman Nadwi, parlant du Kitâbal Mu'tabar d'al-Baghdâdîy, fit l'historique de la philosophie et du *Kalâm* chez les Musulmans et souligna que cette science est bien antérieure à la traduction des œuvres grecques. Il montra l'originalité d'esprit de Hibatullah al-Baghdâdîy et fit un résumé succinct de l'ouvrage de ce dernier « *al-Mu 'tabar* ». Il est intéressant de noter que la D'âiratul Ma 'ârif procède à l'impression de cet ouvrage, dont le premier tome est déjà achevé.

M. le Professeur Maiman, de 'Aligarh, fit une relation très captivante de son récent voyage en Proche-Orient ; et après avoir mentionné les manuscrits qu'il a vus, donna des détails relatifs à ses découvertes des tombeaux d'Abul 'alâ al-Ma 'arrîy et de 'Umar b. 'Abdul 'Azîz.

M. le Professeur Manâẓir Aḥsan, directeur de la Faculté de Théologie islamique de l'Osmania Université, décrivit la philosophie d'Ibn 'Arabiy.

M. 'Abdul Haq, professeur de littérature arabe à l'Osmania Université, présida la troisième séance du Congrès, au cours de laquelle M. le Professeur 'Umar Dâwûd Pôta développa la sociologie d'Ibn Khaldûn. M. le Professeur 'Umar travaille en ce moment à la traduction en anglais des « Prolégomènes ».

Prenant la parole à mon tour, j'ai défini la Constitution du premier Etat musulman fondé par le Prophète en l'an I de l'Hégire. Le texte de cette Constitution nous est parvenu *in toto* dans les ouvrages d'Ibn Ishâq (ms. de Paris) et d'Ibn Hisham. L'ouvrage d'Abu 'Ubaid Qâsim b. Sallâm, *Kitâb al Amwâl*, récemment édité, contient aussi une description détaillée de cette constitution d'ordre mondial.

M. Abû Bakr, membre de la Da'ira, consacra sa causerie à démontrer l'importance des dictionnaires biographiques des grands hommes arabes.

Prenant ensuite la parole, M. Aḥmadullâh fit l'historique de la chirurgie chez les Arabes.

La quatrième séance fut présidée par M. Nawâb Muhammad Yâr Jang, vice-président de la Da'ira, et le discours de M. le Professeur al-Hamdâni fut consacré à l'analyse d'un important manuscrit des Ismâ 'îliens. M. 'Abdullah al-'Imâdi, de l'Osmania Université, traita la question de l'optique chez les Arabes et parla des œuvres d'Ibn Haitham. Ensuite M. 'Arshi, de Râmpûr, fit part de sa très intéressante découverte d'un manuscrit de Tafsîr de Thawrîy, auquel manquent malheureusement le début et la fin. Tel quel, cependant, étant donné l'importance historique de ce document, on va le publier. M. 'Arshi, de Râmpûr, a mis en valeur les analogies du texte de cet ouvrage avec celui du *Tafsir* de Tabari. M. 'Abdul Quddūs Hâshimi parla de l'unique manuscrit du *Kitâb as-san'* de la bibliothèque de Hyderabad.

Au cours de la 5e séance, M. le Professeur Manāẓir Aḥsan présidant, M. Shabbîr Ahmad, de Déoband, traita la question du *'Ilm* (sciences). M. le Professeur Zubair Siddiqi, de Calcutta, a fait une causerie sur la littérature du *hadith* ; et M. le Professeur 'Abdur Raḥman, de Delhi, a parlé des orientalistes européens et de leurs travaux relatifs aux études islamiques.

Trois de ces conférences ont été en langue hindustani ; et la Dâ'ira se propose de les publier en arabe, afin que les lecteurs non indiens puissent en prendre connaissance.

***

La Mu'iyuidul-Ikhwân, société de mutualité, fonctionne depuis plus de 50 ans à Hyderabad. A l'origine, elle ne groupait qu'un cercle d'adhérents très restreint. A l'heure présente, elle a déjà prêté sans intérêts une somme de 150.000 roupies.

Le système européen de sociétés de mutualité s'est établi dans l'Inde aux environs de 1904. De ce moment, les Sociétés n'ont point consenti de prêts sans intérêts, sauf les quelques sociétés de mutualité de Hyderabad, dont le nombre s'est considérablement accru.

Ainsi que le mentionne le récent rapport annuel de la Société de mutualité de *Survey and Settlement Department of Hyderabad*, les pratiques d'usure sont proscrites dans différentes religions ; mais, seul entre toutes, l'Islam en a

donné une solution. Se référant au ch. V du Quran, le secrétaire a noté que le mouvement de mutualité sans intérêts existe depuis le Prophète et après lui également. D'après le Quran, tout gouvernement musulman est tenu d'avoir des fonds disponibles pour aider les *ghârimîn* (débiteurs). M. le Secrétaire souligne en passant qu'au temps du calife 'Umar, le *Baitul Mâl* prêtait aux habitants sans intérêts pour un temps déterminé.

Dans une dizaine de sociétés de mutualité, à Hyderabad, pratiquant le prêt sans intérêts, le chiffre de caisse dépasse annuellement plusieurs centaines de milles de roupies. Chacun des membres de ces diverses sociétés est tenu à une redevance mensuelle et les prêts consentis par eux ne leur sont remboursés que lorsqu'ils cessent d'être membres actifs. En concordance avec leurs versements, ils sont autorisés à emprunter une somme remboursable en 20 mensualités. Il est établi que toute somme déposée peut être retirée au gré du dépositaire sans aucun intérêt, de même que l'emprunteur ne verse rien en sus de ce qu'il a reçu.

Chaque membre de tel organisme est tenu de contribuer à son bon fonctionnement au moyen d'une redevance calculée d'après ses possibilités bancaires.

***

Voici 25 ans que fonctionne la *Hyderabad Educational Conference*. Au cours de ces années ont été réalisés parmi ses résolutions l'Osmania Université et son Bureau de Compilations et de Traductions. On a célébré son jubilé d'argent en août dernier.

Elle a dépensé environ 200.000 roupies en faveur des étudiants pauvres. Certains de ceux-ci ont pu accéder à de hauts emplois.

Au cours du Congrès de cette année, plusieurs conférences ont été données et diverses résolutions adoptées touchant les améliorations à apporter à l'enseignement public, telles, par exemple, l'herborisation en forêt dont l'intérêt est considérable, l'industrialisation des minerais locaux, etc.

Et tout récemment, LL. AA. le Prince et la Princesse de Berar, héritiers de Hyderabad, ont inauguré la *Hyderabad Academy*, qui va s'employer à la traduction en hindustani de l'*Encyclopédie de l'Islam* et à l'édition d'un journal trimestriel en hindustani et en anglais.

ADDENDA (1946-1948)

Le sous-continent indo-pakistanien a possédé une vigoureuse communauté musulmane de presque 100 millions. Les trois ou quatre dernières années l'ont secouée profondément. Nous nous contenterons d'une simple énumération des faits les plus saillants.

1. Les massacres systématiques dans la province de Bihâr datent de l'avènement des Congressistes dans le gouvernement provisoire. Les aveux atténués gouvernementaux estiment à 50.000 les Musulmans victimes dans cette province où ils ne constituaient qu'une minorité de 5 % seulement.

2. Immédiatement après le partage de l'Inde britannique en deux dominions, le 15 août 1947, arriva le véritable génocide en Pandjâb de l'est, surtout dans les états des Sikhs. Le demi-million de massacrés et les 10 millions d'émigrés en Pakistan (en échange avec un nombre égal d'Hindous et de Sikhs) ont rendu la région entre Delhi et Amritsar dénudée de tout Musulman. Le gouvernement de Delhi avait annoncé, apparemment pour égarer l'opinion étrangère, qu'il allait dédommager ceux qui avaient souffert. Les pertes à la Jâmi'ah Millîyah, la Nadwatul-Musannifîn, le Taraqqi-e-Urdu et autres instituts islamiques atteignirent chacune à des centaines de mille de roupies.

3. Des milliers de fonctionnaires musulmans quittèrent le service de l'Inde, ce qui signifie que dans la même proportion les Musulmans indiens ont cessé d'être officiellement protégés tant du point de vue de l'application des lois que du statut social. Cet état de choses va affecter leur présent aussi bien que leur avenir. L'émigration des Musulmans de l'Inde n'a pas encore cessé. On en compte des centaines par jour.

4. Il y avait des états hindous ou sikhs où les Musulmans constituaient la majorité, comme Kapûrthala, Alwar, etc. On les y a exterminés. Il y avait d'autres états musulmans, mais où les populations non-islamiques étaient majoritaires. Malgré les promesses solennelles faites lors de leur rattachement fédératif au dominion indien pour le maintien de leur intégrité, on les a simplement supprimés et intégrés dans les provinces avoisinantes. Tels sont Beganpalli, Janjira, Pâlanpûr, Côrawây, Tônk, etc. D'après la déclaration du Ministre des Etats indigènes Patél, le 1er février 1949 au parlement de Delhi, le même sort attend les grands états musulmans de Bhôpâl et de Râmpûr. Les cinq états musulmans en Gujrât : Jûnâgadh (avec Mangrole), Babriawad, Sardâr-

gadh, Mântua et Mânâvâdûr, bien que rattachés au Pakistan, ont depuis été conquis par simple coup de force et agression par l'Inde ; et les habitants musulmans y ont naturellement subi les répressions et les persécutions les plus sévères. Je ne veux pas parler de Kachmir, dont le sort n'est pas encore décidé.

5. Haiderabad (avec la région de Berâr et le littoral dit Sarkars du nord, tous deux devant être réintégrés de droit à l'état de Haiderabad au départ des Anglais) était presque aussi grand que l'Italie, et gouverné par les Musulmans depuis plus de six siècles sans interruption. Il offrit aux dirigeants congressistes du nouveau dominion indien un pacte de « bon voisinage, alliance militaire défensive, et une étroite collaboration non seulement économique, mais aussi politique ». Mais ils n'acceptèrent que le rattachement ou la guerre ; et ils eurent l'effronterie de l'attaquer et de l'occuper alors même que la plainte de Haiderabad se trouvait à l'ordre de jour au Conseil de Sécurité de l'O.N.U. D'après les statistiques neutres, trois millions et demi de Musulmans y ont été massacrés. Bien que ce fut un état musulman, les fonctionnaires musulmans n'y représentaient que 30 à 40 % de l'effectif ; et depuis l'occupation, trois quarts d'entre eux ont été congédiés. L'expulsion et la dispersion forcées des habitants musulmans de Haiderabad doivent réduire leur nombre de 25 % à peut-être 5 % de la population dans le recensement projeté prochainement. L'urdu, la langue d'enseignement dans les écoles et à l'université, a déjà été remplacé par l'hindi ; le grand Bureau de Traduction a presque été supprimé ; les chaires d'arabe, de persan et d'urdu dans les collèges provinciaux vont être abolies, et réduites à une seule chaire au siège de l'université. Une douzaine des journaux quotidiens, rédigés par les Musulmans à Haiderabad, ont été saisis par ordre du gouverneur militaire. Bref, les Musulmans y souffrent actuellement ce qui a toujours été le sort des malheureux vaincus aux mains d'un ennemi barbare.

6. Les institutions culturelles des Musulmans, subventionnées ou maintenues jadis par le gouvernement, ont maintenant été supprimées ou réduites à néant. Tel a été le sort de la Muslim Université d'Aligarh et des Islamia Collèges de Madras, de Delhi, de Calcutta, etc.

C'est peut-être une heureuse coïncidence que presque tous les grands instituts privés musulmans se trouvent en dehors du Pakistan, et ils y bravent les difficultés de ce temps de transition. Je cite la Jâmi'ah Millîyah de Delhî, la Dârul-Musannifîn d'A'zamgarh, la Dârul-Hadîth de Deoband, le Majlis 'Ilmi de Dâbhêl, etc., ainsi que les journaux comme Ma'ârif, Sidq, al-Burhân

et autres, sans parler de ce qui reste des grands centres intellectuels de Haiderabad. Le Pakistan va développer ses propres institutions sans difficulté ; le sort des Musulmans indiens, dépourvus de tout patronage gouvernemental, aurait été beaucoup plus épouvantable sans ces institutions et leurs dirigeants tels que Sulaimân Nadwi, 'Abdul-Mâjid Daryâbâdi, Manâzir Ahsan Gîlânî, etc.

Il y a eu beaucoup de propagande concernant l'état séculariste du gouvernement indien. Bien que les Musulmans constituent plus du tiers de la population de la province du Bengal d'ouest, il n'y a pas un seul Musulman dans le ministère provincial. A part le corps diplomatique à l'étranger, qui a peut-être 5 à 10 % de Musulmans, l'administration générale les considère encore avec soupçon, surtout chez le tout-puissant Sardâr Patél qui occupe les ministères de l'intérieur, des Etats indigènes, et de l'Information. De même pour le ministère de la guerre occupé actuellement par le Sikh Baldev-Singh. Même fin janvier 1949, le gouvernement de Delhi n'a pas permis aux correspondants des journaux du Pakistan d'entreprendre une visite spéciale de Haiderabad, ainsi que nous apprend le *Sind Observer* de Karachi (31.1.49).

Je termine par les mots du Prophète Jacob : « C'est à Dieu que j'offre ma douleur et mes regrets... » (Qur'an, 12.86).

M. Hamidullah.